



Œuvrer pour la renaissance de l'Afrique
Discours de S.E. M. Kofi Annan
Africa21 conference
Yaoundé 19 May 2010

Monsieur le Président de la République du Cameroun,

Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine,

Mesdames et messieurs les Ministres,

Mesdames et messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et messieurs,

C'est pour moi un grand honneur d'être aujourd'hui à Yaoundé pour célébrer cet événement important de l'histoire du Cameroun et de notre continent.

C'est aussi un immense plaisir d'être entourés d'amis chers. Pour cela, j'aimerais exprimer ma profonde gratitude envers le Président Biya et son gouvernement, qui ont organisé une manifestation de cette ampleur qui marquera longtemps les esprits.

Je voudrais tout d'abord féliciter les 17 pays qui fêtent aujourd'hui leurs 50 ans d'existence – et tout particulièrement le pays généreux qui nous accueille, la République du Cameroun.

Tous ces pays ont fait leur chemin, un long chemin! depuis leur indépendance. Libérés du colonialisme, ils ont œuvré avec ardeur pour devenir des membres respectés de la communauté internationale. Libres face à la volonté des capitales européennes, ils ont recherché leur propre voie d'administration, leur propre direction politique, construit leur identité nationale. Pour beaucoup d'entre eux, ces pays ont travaillé dur afin de mettre en place des économies en état de marche et des systèmes politiques qui mettent en avant les besoins de leurs citoyens plutôt que ceux de consommateurs étrangers.

Beaucoup d'entre nous, présents ici, sommes comme le dit si bien le français "d'un certain âge". Les changements auxquels nous avons assistés au cours de nos vies dépassent

l'imagination. Je me revois encore étudiant, à 19 ans, assister plein d'espoir à l'indépendance du Ghana. En 50 ans, bien des espoirs que je nourrissais ce jour-là à Accra se sont réalisés.

La dernière décennie notamment a été marquée par des progrès considérables. Des guerres insensées et cruelles ont pris fin. Le commerce, les investissements nationaux et internationaux ont gagné en volume pour alimenter des taux de croissance remarquables. De nouveaux partenariats sont créés, la démocratie et les droits de l'Homme se sont enracinés, la gouvernance a progressé, la société civile s'est vue donner l'initiative, une révolution agricole commence à se dessiner et une proportion de plus en plus grande de la population se voit offrir sa chance.

Après une année morose à laquelle la crise mondiale a donné le ton, les taux de croissance économiques sont déjà repartis à la hausse, redonnant au continent sa place parmi les régions du monde à la croissance la plus rapide.

Tout cela nous invite à nous réjouir, plus encore que ce que veulent bien admettre nombre de commentateurs externes. Et pourtant, je ne peux m'empêcher de comparer notre progrès économique et social à celui de l'Asie, où de nombreux pays ont aussi gagné leur indépendance il y a un demi-siècle.

Pour ne citer qu'un exemple : dans les années 60, le revenu par habitant de la Corée du Sud était quasiment le même que celui du Soudan. Mais aujourd'hui, tandis que la Corée du Sud est l'un des pays les plus riches du monde et fait partie de groupes distingués tels le G20 et l'OCDE, le Soudan ferme systématiquement la marche de tous les classements possibles.

Bien entendu, tous les pays d'Afrique n'ont pas eu à faire face aux mêmes difficultés que le Soudan, et tous les pays d'Asie n'ont pas connu la même prospérité ni la même stabilité que la Corée du Sud. Mais dans l'ensemble, la comparaison entre les deux continents reste défavorable.

Mais cela pourrait changer bientôt.

Comme il a été souligné tout au long de cette conférence, les chances de progrès sont légion, tant à l'intérieur de nos pays que sur le plan international.

Dans nos pays, c'est notre richesse en ressources naturelles, humaines et renouvelables, qui forment un socle solide sur lequel bâtir le progrès social et économique. Notre terre, elle aussi, recèle un immense potentiel. Pour peu que l'on investisse et qu'on l'utilise convenablement, elle est à même non seulement de faire face aux besoins alimentaires de l'Afrique, mais aussi de contribuer à nourrir le monde entier.

Cette richesse donne aussi davantage de poids géo-stratégique à l'Afrique. En ce moment, les attentions sont tournées vers notre pétrole, notre gaz, nos minéraux, et dans une certaine mesure, vers nos terres arables. Mais au fur et à mesure que le caractère éphémère des modèles actuels de croissance économique et de consommation d'énergie ainsi que leurs conséquences néfastes se font jour dans les pays les plus riches, le potentiel de croissance à faibles émissions de gaz carbonique, d'exploitation efficace du sol pour la production alimentaire et de production d'énergie qu'offre l'Afrique gagnera en importance, et sera pleinement pris en compte dans les efforts mondiaux en vue d'un développement plus viable et plus durable.

Les partenariats entre pays du Sud ne cessent de se renforcer, multipliant les chances de progrès social et économique. Les investissements de pays tels la Chine contribuent à diversifier nos économies, à pallier les lacunes infrastructurelles, à réduire le coût des activités économiques et à encourager le commerce. Les biens et services sont de plus en plus accessibles aux plus défavorisés.

Sur la scène internationale, l'Afrique est un acteur de plus en plus important, qui fait entendre sa voix. L'émergence du G20 et la formation de nouveaux groupements centrés sur des objectifs précis sont des signes encourageants, qui indiquent que les structures obsolètes de gouvernance mondiale sont en mutation. Les récents projets de réforme du FMI et de la Banque mondiale en témoignent.

L'Afrique, qui compte un quart des Etats du monde et un milliard d'habitants, est un géant endormi, sur le point de se réveiller. Le Sommet de Copenhague a déjà donné un petit aperçu de ce que peut obtenir ce géant quand il élève la voix. Si le sommet lui-même a été décevant, le groupe africain a pu s'exprimer et jouer un rôle dans l'élaboration de l'accord final, notamment eu égard au financement des pays en développement.

Les investisseurs nationaux comme internationaux se rendent compte chaque jour davantage du potentiel des marchés africains et des talents féconds des habitants du continent. Dans de nombreux pays, des réformes de la réglementation viennent aiguillonner le secteur privé et libérer les énergies créatrices des hommes et des femmes d'Afrique, cependant que le secteur privé commence à comprendre comment apporter une valeur ajoutée à la fois sociale et environnementale sans compromettre les objectifs-clés de l'économie.

Enfin, les technologies modernes, téléphones portables par exemple, se répandent comme une traînée de poudre et font évoluer le fonctionnement des économies africaines, l'interaction entre les gens, la prestation de services. Elles ouvrent grand les portes d'un monde nouveau, un monde de possibilités et de promesses.

Toutes ces perspectives, et bien d'autres encores, sont bien réelles, mais elles sont aussi menacées. Menacées par des dynamiques mondiales, tel le changement climatique et

l'instabilité de l'économie ; mais menacées aussi de l'intérieur même du continent, par de nouvelles formes d'insécurité et par la multiplication des zones de non-droit, par l'expansion du crime organisé et des activités illicites, par la discrimination envers les femmes, par l'incapacité à nourrir une population croissante, et par notre propre complaisance.

Car ces chances dont j'ai parlé ne se saisiront pas d'elles-mêmes : les progrès à venir ne sont pas acquis. Nous devons les faire advenir à la sueur de notre front.

Nous savons ce dont nous avons besoin : nous l'avons entendu à plusieurs reprises aujourd'hui. Nous avons besoin d'hommes et de femmes décidés à ouvrir la voie et de bonne gouvernance pour faire la différence, dans chacun de nos pays et sur le plan international.

Malgré quelques revers cinglants, les dernières décennies ont d'ores et déjà vu progresser la qualité de la gouvernance dans les pays d'Afrique. Mais nous sommes encore loin du but. L'on entend encore trop souvent parler de corruption, d'une élite qui accapare les ressources, d'inégalités des richesses et des chances qui s'aggravent, d'irrégularités électorales et d'un Etat de droit souvent bafoué.

Il faut que soient respectés les engagements consacrés dans nos constitutions nationales et dans l'Acte constitutif de l'Union africaine, que soient tenues les promesses de bonne gouvernance, de respect des droits de l'Homme et de l'Etat de droit. De part et d'autre du continent, il faut donner une plus grande place à la société civile, il faut qu'elle soit en droit de tenir les dirigeants pour responsables de leurs actes et de contribuer de façon essentielle à la construction des nations. Il faut donner aux femmes, une fois pour toutes, le droit et l'accès à des perspectives qui reflètent leur rôle crucial dans nos sociétés et nos économies. L'égalité entre hommes et femmes est la clé de la bonne gouvernance, de la stabilité sociale et du développement durable.

Il nous faut aussi infiniment plus de transparence dans la gestion des recettes par les gouvernements, notamment celle des recettes tirées de l'exploitation des ressources naturelles. Elles doivent bénéficier à tous les citoyens, et non seulement à une élite choisie. Cela vaut aussi pour les terres arables qui suscitent de plus en plus l'intérêt d'investisseurs étrangers.

De même, il nous faut progresser davantage dans le renforcement et la promotion de l'intégration et de la coopération régionale. Seules des économies d'échelle considérables et des améliorations apportées aux infrastructures de transport, d'énergie et de communication donneront à l'Afrique une véritable compétitivité internationale et la capacité de réaliser ses potentiels commerciaux. Ce sont des institutions africaines fortes, tant financières, économiques que politiques, qui doivent guider la mise en œuvre de ce programme de travail de l'Afrique. La Banque africaine de développement et l'Union africaine, moteur de la coopération en Afrique et au-delà, doivent être encore consolidées. Il y a beaucoup à gagner

en concertant mieux nos actions afin de garantir à l'Afrique une place dans les forums de décision mondiaux et de faire entendre sa voix.

Tout au long de cette conférence, nous avons entendu parler du renforcement des partenariats avec les pays du Sud et des conséquences positives que l'on a déjà constatées pour le continent. Mais on peut faire mieux que cela ; c'est même indispensable. Le plus grand défi auquel ont à faire face les dirigeants africains est d'administrer ces partenariats et d'autres encore de façon à ce qu'ils profitent à toutes les parties et engendrent des bénéfices concrets et durables pour leurs concitoyens. Ils peuvent profiter, à cette fin, de l'expérience de leurs partenaires, telles les initiatives novatrices de la Chine dans le secteur de l'énergie à faible teneur en carbone, celles de l'Inde dans le domaine de l'agriculture, et celles du Brésil sur le plan de la protection sociale. Des partenariats qui donnent une impulsion au commerce en laissant pour compte la croissance propre et la réduction de la pauvreté représentent autant d'occasions perdues. Des partenariats qui n'incluent pas toutes les parties prenantes, y compris la société civile, sont voués à l'échec. Les gouvernements n'y arriveront pas tout seuls.

De plus en plus, nous devons nous rendre à l'évidence : les sociétés solides reposent sur trois piliers : la sécurité, le développement, et le respect des droits de l'Homme et de l'Etat de droit. La sécurité à long terme n'est pas possible sans développement, ni le développement à long terme sans la sécurité. De même, une société ne peut rester longtemps prospère ni sûre sans que soient respectés comme il se doit les droits de l'Homme et l'Etat de droit.

Nous nous trouvons face à de grands défis. A cette heure où nous fêtons nos succès, nous ne devons pas oublier que des millions d'Africains vivent encore dans la pauvreté et l'insécurité, privés de l'accès à une alimentation suffisante, à la santé, à l'éducation et aux autres services, dans des conditions qui n'ont pas progressé depuis l'indépendance. Mais les nombreuses réussites comptées depuis 50 ans l'ont prouvé, il est possible d'avancer rapidement, même dans les circonstances les plus pénibles.

De telles considérations, associées au talent et à l'énergie extraordinaire des citoyens d'Afrique, à l'impatience des jeunes générations de transformer leur qualité de vie et d'affirmer la place de l'Afrique dans le monde, m'ont convaincu d'une chose : les 50 années à venir seront encore plus belles que les 50 dernières.

C'est à la nouvelle génération de dirigeants de relever le défi que nous leur lançons, nous tous ici présents. Mes voyages à travers le continent m'ont montré qu'ils sont à la hauteur de la situation. A nous de leur en donner la chance.

Je vous remercie.

[FIN]